

Nucléaire

La Stratégie énergétique divise et son avenir vacille

Après avoir obtenu un sursis pour les centrales, une partie de la droite rêve de faire trébucher le projet de Leuthard

Florent Quiquerez Berne

Acquise il y a quelques semaines

encore, la Stratégie énergétique 2050 est de plus en plus contestée. L'épouvantail de l'initiative des Verts ayant été écarté, ses opposants avancent plus motivés que jamais avec leur référendum.

Du coup, la votation qui devrait avoir lieu en mai s'annonce plus compliquée que prévu. Sur le papier, il existe toujours une majorité en faveur de ce projet censé accompagner la sortie du nucléaire en développant les énergies renou-

velables. Au parlement, la gauche et le centre ont pu compter sur le soutien de la majorité du PLR ainsi que sur l'aile agrarienne de l'UDC. Mais l'opposition grandit à droite. Sans avoir peur de froisser son électorat paysan, l'UDC tire à boulets rouges sur un projet jugé trop gourmand en taxes et en subventions. Quant aux frondeurs PLR, ils espèrent rallier la base du parti à leur cause lors d'une prochaine assemblée des délégués.

Si les partisans sont encore se-reins, ils pourraient être gagnés par la fébrilité si les milieux économiques venaient grossir les rangs de l'opposition. L'USAM n'a pas encore arrêté son mot d'ordre. Quant à EconomieSuisse, qui s'était résolue à soutenir la stratégie, elle donne des signes d'hésitation. De quoi pimenter un débat qui devient des plus incertain.

Regards de deux élus en porte à faux avec leurs partis respectifs.

Pour

«Il faut soutenir les énergies renouvelables»

● **Le scrutin de dimanche était-il une répétition?**

Durant les débats, la Stratégie énergétique a souvent été mise en avant comme contre-projet à cette initiative. J'interprète donc le refus du texte des Verts comme un soutien à cette stratégie.

● **Qu'est-ce qui vous plaît dans ce projet?**

Je suis une antinucléaire convaincue. Cette source d'énergie est un danger énorme. On ne peut pas laisser cet héritage à nos enfants. Nos centrales ne sont plus rentables, il faudra bien les arrêter et trouver de nouvelles énergies. C'est précisément ce qu'offre cette stratégie.

● **Ce projet n'est-il pas trop gourmand en subventions?**

Pour faire avancer les choses, il vaut mieux privilégier la carotte que le bâton. C'est logique de soutenir les projets d'énergies renouvelables qui permettront d'assurer la transition énergétique. Et je rappelle que ces subventions ne sont pas infinies dans le temps, elles vont diminuer peu à peu.

● **En tant qu'agricultrice, vous allez directement en profiter.**

Cette stratégie permettra surtout à l'agriculture de se diversifier. Aujourd'hui, c'est difficile pour une famille paysanne de gagner sa vie, surtout avec l'effondrement du prix du lait et du sucre. Il faut profiter d'autres sources de revenus. Les paysans ont des toits avec des surfaces importantes. Pourquoi ne pas les utiliser? Comme ils sont déjà existants, ils ne nécessi-



Alice Glauser
Conseillère nationale (UDC/VD)

tent pas de permis de construire, seulement des autorisations plus aisées et rapides à obtenir. Les exploitations peuvent aussi se lancer dans le biogaz.

● **On parle toutefois d'une charge financière de 3200 francs de plus par année par ménage. C'est beaucoup!**

Aucune décision n'a été prise sur la fiscalité écologique. Ce deuxième paquet de la stratégie n'a pas été encore bien défini et rien n'a été décidé par le parlement. Dans le premier paquet, on ne votera que sur les 8 centimes de plus par kilowattheure. Cela ne devrait pas atteindre les sommets évoqués par le référendum.

● **Réussirez-vous à convaincre les milieux économiques?**

Je l'espère. C'est une chance pour les entreprises. Plusieurs ont déjà pris les devants et entamé ce virage énergétique. On parle de constructions efficaces et de bâtiments intelligents. Il y a aussi beaucoup d'emplois verts qui pourraient être créés avec les énergies renouvelables. Des emplois locaux, ici en Suisse.

● **Un non à la stratégie, est-ce la porte ouverte au nucléaire?**

Je n'y crois pas. Le nucléaire est une énergie sans avenir en Suisse.

Contre

«Ce projet va coûter un bras à la population»

● **Le scrutin de dimanche était-il une répétition?**

Non, il s'agit de deux projets distincts. Ceux qui ont voté oui à la sortie du nucléaire pourraient voter non à la Stratégie énergétique.

● **Qu'est-ce qui vous déplaît dans cette stratégie?**

Elle ne définit pas quelle autonomie la Suisse veut préserver en matière de production électrique. Si elle définissait un 100% - ce que je souhaite -, elle ne donne aucun moyen d'y arriver dans les prochaines décennies.

● **Vous critiquez un projet trop gourmand en subventions...**

Il va coûter un bras à toute la population payante: M. et Mme Toutle-monde ainsi que les PME. Tout ça pour un effet extrêmement discutable.

● **Vous parlez de 3200 francs de taxes par an par ménage. Or, ces chiffres sont calculés sur la base de décisions qui n'ont pas encore été prises...**

On parle d'une stratégie à l'horizon 2050. Si on veut être sérieux, il faut regarder les objectifs concrets et ce qui sera mis en place pour les atteindre. On n'échappera pas à une fiscalité massive sur les hydrocarbures et l'électricité. Le Conseil fédéral a décidé de saucissonner le projet. Mais, si la population dit oui maintenant, il faut qu'elle sache ce qui l'attend ensuite. On fait donc campagne sur l'ensemble de la stratégie.

● **Mais la stratégie mise aussi sur des économies d'énergie.**



Benoît Genecand
Conseiller national (PLR/GE)

● **La facture sera moins lourde.**

Ce n'est qu'une promesse bureaucratique. C'est donc le moment de demander à la population si elle veut se serrer la ceinture. Et plutôt deux fois qu'une: du côté des hydrocarbures et du côté de l'électricité. En termes stratégiques, c'est une ânerie. On peut éventuellement réduire notre consommation d'hydrocarbures, ça sera compliqué et les gens doivent en core l'accepter; mais on ne peut pas en même temps diminuer l'électricité, personne ne fait ça. Tout le monde sait que la transition énergétique passe par plus d'électricité.

● **Réussirez-vous à convaincre les milieux économiques?**

Ils vont devoir se poser la question. Prenons l'exemple des grands groupes électriques. Ils se sont laissés séduire par les 120 millions de subventions accordées à l'hydraulique. Ce que je dis à ces milieux, c'est qu'il y a de meilleurs moyens de protéger les barrages, en définissant par exemple une quote-part nationale.

● **Un non à la stratégie est-ce la porte ouverte au nucléaire?**

Le nucléaire dans sa technologie actuelle n'a pas d'avenir. En revanche pour le nucléaire de la troisième génération, peut-être.

Doris Leuthard a rallié au non les indécis

Le rôle de la conseillère fédérale a été majeur. C'est elle qui a fait basculer les indécis du centre vers le non à l'initiative des Verts

Comment expliquer l'ampleur du non - 54,2% - à l'initiative des Verts? Le sondage réalisé le week-end dernier sur les sites Internet du groupe Tamedia apporte des éléments de réponse à un résultat qui a surpris tout le monde.

● **Le centre a basculé**

Si les pro- et antinucléaires n'ont pas varié dans leurs opinions sur une initiative qui a profondément polarisé les électeurs, c'est bien au centre que la votation s'est jouée. Les électeurs PDC et PBD, qui semblaient majoritairement en faveur de la sortie programmée du nucléaire, ont changé d'avis au cours de la campagne. Au final, ils ont rejeté le texte des Verts.

On enregistre 62% de non au PDC (contre 47% lors des précédents sondages) et même 69% de non au PBD (contre 45% avant la votation)! «Le clair changement chez les électeurs du centre semble en lien avec l'engagement de Doris Leuthard, qui est désignée comme l'actrice la plus convaincante durant la campagne par 20% des électeurs qui ont voté non», relève les politologues Fabio Wasserfallen et Lucas Lee-mann, qui ont réalisé le sondage.

Chez les opposants, l'autre acteur décisif a été l'UDC. En revanche, le PLR, EconomieSuisse, l'USAM et le PDC n'ont pratiquement pas influencé les opinions. Du côté des partisans de l'initiative, les acteurs les plus convaincant ont été les organisations de protection de l'environnement, bien avant les Verts qui avaient pourtant lancé l'initiative. Le PS, les Vert'libéraux, les paysans ou la Conférence des évêques suisses n'ont pas pesé dans la campagne.

● **Le Conseil fédéral a rassuré**

Ce basculement des opinions en fin de campagne s'accompagne aussi d'un changement de perception de l'initiative. La question des dangers liés à l'énergie nucléaire a

perdu de son importance au fil des débats. L'argument n'arrive plus qu'en deuxième position chez les partisans de l'initiative, qui ont d'abord voté pour soutenir la transition vers les énergies renouvelables. C'est la preuve, soulignent les politologues, que sur la question de la sécurité et de la surveillance des centrales, le Conseil fédéral a rassuré.

L'argument qui l'a emporté chez les personnes qui ont glissé un non dans l'urne a été la peur que la Suisse perde son indépendance énergétique. Quoi qu'il en soit, le risque de pannes de courant en cas de sortie rapide du nucléaire est jugé invraisemblable par 60% des personnes sondées. Des sondés qui ne croient pas non plus que la Suisse sortira du nucléaire d'ici à vingt ans si l'initiative n'est pas acceptée. 58% jugent cette perspective irréaliste. Enfin, 59% disent qu'ils ne voteront pas en faveur d'une nouvelle centrale.

● **Les femmes ont dit oui**

Le sondage à la sortie des urnes a confirmé certaines hypothèses. La première, c'est que la question du nucléaire a un sexe. Si hommes et femmes ont rejeté l'initiative, les femmes y ont été davantage sensibles (49% de oui, contre 43% pour les hommes). Le fossé ville-campagne est également confirmé: 56% de oui dans les villes et 59% de non dans les régions rurales, qui ont réalisé le sondage.

Chez les opposants, l'autre acteur décisif a été l'UDC. En revanche, le PLR, EconomieSuisse, l'USAM et le PDC n'ont pratiquement pas influencé les opinions. Du côté des partisans de l'initiative, les acteurs les plus convaincant ont été les organisations de protection de l'environnement, bien avant les Verts qui avaient pourtant lancé l'initiative. Le PS, les Vert'libéraux, les paysans ou la Conférence des évêques suisses n'ont pas pesé dans la campagne.

En revanche, s'il y a un fossé que le nucléaire n'a pas creusé, c'est celui des générations! Les jeunes ne sont pas des antinucléaires. 54% des 18-34 ans ont rejeté l'initiative des Verts. Ils sont pile dans la moyenne suisse, tout comme les 50-64 ans. C'est bien chez les électeurs les plus âgés qu'on retrouve les plus grands défenseurs de l'atome. Mais là aussi, la différence par rapport à la moyenne suisse n'est pas abyssale: 60% des plus de 65 ans ont voté non. On est à peine 6 points au-dessus du résultat final.

Judith Mayencourt

Beznau dans le viseur des antinucléaires

Défauts dans les urnes, les opposants à l'atome veulent empêcher le redémarrage de la plus vieille centrale du monde

L'échec de l'initiative pour la sortie du nucléaire à peine digéré, les opposants à l'atome repartent au combat. Dans leur collimateur: les réacteurs de Beznau 1 et 2. «Nous continuerons à lutter pour un arrêt immédiat et définitif de ces deux réacteurs», réagissait dimanche Roger Nordmann (PS/VD). Cet acharnement est assez logique. Le parc nucléaire suisse est composé de cinq centrales, dont les trois plus anciennes sont considérées comme les plus dangereuses. Le cas de Mühleberg ayant été réglé - elle fermera en 2019 - reste les deux réacteurs de Beznau. L'un d'eux est déjà à l'arrêt, en raison de problèmes liés à des défauts sur la cuve de refroidissement.

Mais, juste avant la votation, Axpo a annoncé que Beznau 1 allait pouvoir reprendre du service. Rapport à l'appui, l'exploitant affirme que les problèmes constatés n'ont pas d'incidence sur la sécurité. Il estime même que cette centrale, la plus vieille encore en acti-

vité du monde, peut durer jusqu'en 2030. Le réacteur aura alors 60 ans. De quoi faire s'étrangler les antinucléaires.

Beznau 1, que d'aucuns imaginaient en mort clinique, va-t-elle renaître de ses cendres? Le dossier est désormais sur la table de l'Inspectorat fédéral de la sécurité nucléaire (IFSN). «Nous prendrons le temps nécessaire pour étudier ces documents, explique David Suchet, porte-parole. Nous serons épuisés par un groupe d'experts internationaux.» Pour l'IFSN, il est essentiel qu'il y ait des investissements permettant d'assurer une marge de sécurité jusqu'à la fin de l'exploitation.

«Encore faut-il qu'il existe les outils suffisants pour contrôler les centrales», réagit Lisa Mazzone (Les Verts/GE). Lors du débat sur la Stratégie énergétique 2050, la majorité de droite a réussi à exclure de la loi un concept de sécurité renforcée pour les centrales vieillissantes. On peut craindre que les exploitants aient gain de cause en justice s'ils veulent invalider l'ordonnance (*ndlr: voie choisie par le Conseil fédéral*), car il manque la base légale.» Le défi de la sécurité pourrait bien se jouer devant les tribunaux. **F.QZ**

Faune

Lynx victimes de braconnage en Valais?

Le cheptel de lynx est «anormalement faible» en Valais, selon une étude menée depuis 2012 par l'Université de Berne. Seuls quinze individus ont pu y être observés au cours des cinq hivers d'étude. Il y a ainsi 0,32 lynx pour 100 kilomètres carrés d'habitat favorable en Valais. Cette densité est de 1,4 à 2 lynx dans les autres régions alpines de Suisse et de 3,6 dans le Jura. Les causes de cette différence ne sont pas claires, mais le braconnage pourrait jouer un rôle, selon les chercheurs, qui restent prudents à cet égard. **ATS/P.M.**

Elle a dit

«Les droits des femmes sont souvent bafoués, parce que la procédure se réfère prioritairement à la situation d'un réfugié de sexe masculin»

● **Ruth-Gaby Vermot**

Présidente de l'Observatoire suisse du droit d'asile et des étrangers.



Conseil des Etats

Coup de pouce à l'encadrement des enfants

Le Conseil des Etats a accepté hier par 24 voix contre 19, après un débat intense, d'examiner en détail un soutien fédéral pour aider les parents à concilier vie privée et professionnelle. Seuls l'UDC, le PLR et quelques PDC s'y sont opposés. Le projet du Conseil fédéral vise à soutenir l'accueil extrafamilial à hauteur de 100 millions de francs sur huit ans. Il s'agirait notamment de mieux adapter les horaires d'accueil aux besoins des parents et d'alléger les frais de garde. Le dossier est renvoyé en commission. **ATS/P.M.**

Stahl au perchoir



Jürg Stahl est le premier citoyen du pays pour un an. Le Conseil national a élu hier à son perchoir l'UDC zurichois de 48 ans par 157 voix sur 172 bulletins valables. Jürg Stahl, qui siège à Berne depuis 1999, succède à la Bernoise Christa Markwalder (PLR). Il est aussi le numéro un du sport en Suisse, après son élection vendredi à la tête de Swiss Olympic. Au Conseil des Etats, c'est Ivo Bischofberger (PDC/Al) qui a été élu. ATS